

Communiqué de presse
Bruxelles, le 24 février 2026

Échec des négociations dans l'industrie du béton Gagner deux euros... mais se faire voler son portefeuille !

La troisième et dernière ronde de négociations dans l'industrie du béton s'est soldée par un échec. Malgré des propositions syndicales détaillées et chiffrées, la FEBE, la fédération patronale, a refusé d'écouter. Apparemment, les cadeaux d'Arizona (réduction des hauts salaires, travail en équipe et de nuit, heures supplémentaires nettes, etc.) ne suffisent toujours pas : ils en veulent encore davantage.

Des employeurs toujours plus gourmands

La fédération patronale propose une augmentation de 2 € des chèques-repas, mais uniquement à condition qu'elle puisse d'abord engranger des bénéfices sur le dos des travailleurs. Concrètement, lorsque le travailleur reçoit (au maximum) 400 € en chèques-repas, l'employeur exige au minimum 463 € de compensation provenant du Fonds sectoriel. À cela s'ajoute encore l'avantage fiscal lié aux chèques-repas.

La FEBE veut également réduire structurellement de près de 40 % les cotisations versées au Fonds social. Or, cet argent finance notamment les emplois de fin de carrière pour les travailleurs âgés, les allocations complémentaires en cas d'accident du travail, une meilleure indemnité de maternité, ou encore l'assurance hospitalisation.

Inacceptable !

La FEBE a déjà démontré que la signature d'un accord ne constitue aucune garantie : les promesses patronales ne sont tout simplement pas tenues.

La coupe est pleine. Nous voulons être entendus, et c'est pourquoi le front commun syndical a déposé un préavis de grève.

Pour plus d'informations :

- Dirk Coninckx – Secrétaire Fédéral CSCBIE, 0479 82 01 80
- Sébastien Dupanloup, Secrétaire général FGTB Industrie du béton, 0476 266 963